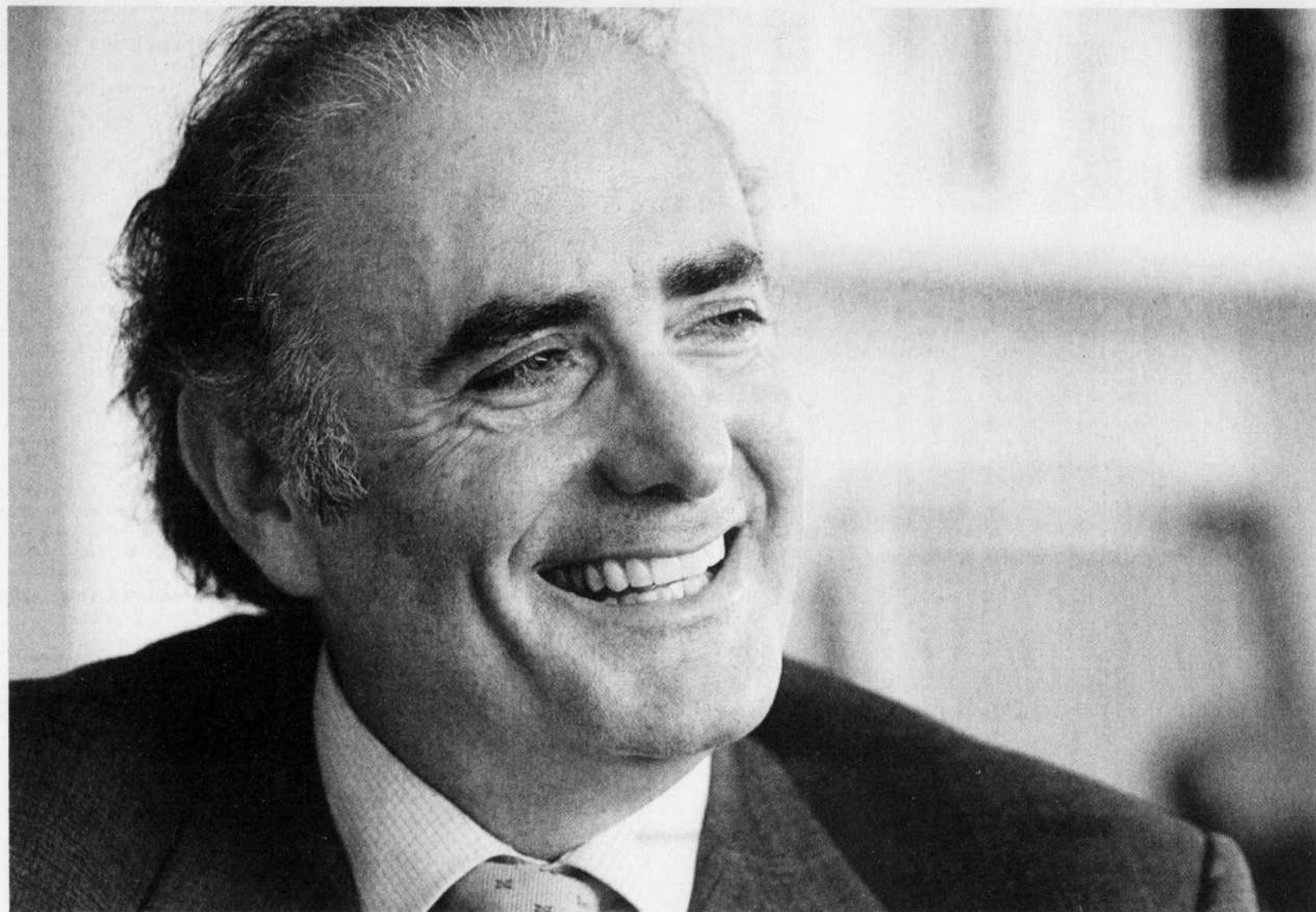




ÉCONOMIE



L'arrivée de Calin Rovinescu à la présidence d'Air Canada, le 1^{er} avril dernier, répondait à un sentiment d'urgence. Aujourd'hui, le temps n'est toujours pas à la levée de l'alerte pour le transporteur, mais on peut passer à l'étape suivante.

Calin Rovinescu au *Devoir*

Air Canada en mode redéploiement

GÉRARD BÉRUBÉ

Calin Rovinescu est arrivé à la tête d'Air Canada dans l'urgence. L'état de santé de la compagnie aérienne était à ce point précaire que celle-ci a dû évoluer en mode survie et passer quatre mois aux soins intensifs. Aujourd'hui, le temps n'est toujours pas à la levée de l'alerte, avec une reprise dans l'industrie absente des radars pour encore 12 à 18 mois. Mais on peut passer à l'étape suivante, qui consiste à asseoir le développement du transporteur sur des bases durables. Des ponts seront rétablis tant avec les passagers qu'avec les agences de voyages, et Air Canada déploiera sa pleine envergure internationale, puisant à même ce potentiel offert par son appartenance à l'alliance Star.

L'arrivée de Calin Rovinescu à la présidence d'Air Canada, le 1^{er} avril dernier, répondait à un sentiment d'urgence. Les modalités entourant la nomination de ce spécialiste de la restructuration ont donc été réglées rapidement. Les pressions exercées sur les liquidités de l'entreprise étaient fortes. Air Canada faisait face cette année à un paiement de quelque 600 millions en contributions afin de combler le déficit actuariel des régimes de retraite et un important versement était

VOIR PAGE B 7: AIR CANADA



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La carte Continental

Pour Air Canada, la sortie de crise sera dominée par un changement radical de culture au sein de l'entreprise et par la réalisation du plein potentiel de son déploiement international. Sur ce deuxième aspect, l'arrivée de Continental au sein de l'alliance Star et la vaste intégration qu'elle permet sous l'étiquette d'Atlantique Plus-Plus se traduira par une nouvelle source de revenus à la fois majeure et inspirante.

AFFAIRE NORBOURG

Vincent Lacroix sera en libération conditionnelle totale le 27 septembre

Vincent Lacroix sera admissible à la libération conditionnelle totale le 27 septembre prochain, a tranché la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Dans sa décision rendue jeudi, la commission impose toutefois des conditions à cette libération. Elle reconduit ainsi l'essentiel des conditions auxquelles était déjà soumis l'ancien dirigeant de Norbourg depuis qu'il avait été transféré en maison de transition, se trouvant ainsi en semi-liberté.

Il lui sera donc interdit d'occuper un emploi dans le domaine de la finance et d'occuper un emploi le plaçant en situation d'autorité. Il devra aussi fournir des preuves de ses revenus et dépenses. Il lui sera aussi interdit de communiquer directement ou indirectement avec des coaccusés ou complices.

Finalement, la commission ajoute l'obligation de participer à des activités de bénévolat en milieu défavorisé, à raison de quatre heures par semaine, et ce, pour une durée de 12 mois, qui pourra être prolongée.

VOIR PAGE B 6: LACROIX

En juillet dernier, le ministère des Transports américain donnait son feu vert final à l'entrée de Continental dans l'alliance Star, aux côtés d'United Airlines. Jusque-là membre de Sky Team, pilotée par Air France-KLM, Continental peut désormais unir ses efforts à ceux d'United, d'Air Canada et de Lufthansa sur les lucratives routes

VOIR PAGE B 7: CONTINENTAL

Desjardins voit poindre une reprise modérée

ALEXANDRE SHIELDS

Avec une confiance des ménages en hausse, des ventes au détail qui redémarrent et un marché immobilier plus vigoureux, tout indique que la croissance sera bientôt de retour au Québec, selon les économistes du Mouvement Desjardins. Mais la fragile reprise à venir sera au mieux «modérée», alors que les exportations sont toujours déprimées et que les stocks demeurent élevés.

«D'après notre scénario, l'économie québécoise renouera avec la croissance au dernier trimestre de 2009, nous laissant avec une contraction de 1,8 % du PIB réel. L'amélioration sera lente par la suite, de sorte qu'une progression de seulement 1,6 % est attendue pour l'an prochain», a résumé hier le directeur et économiste en chef adjoint de Desjardins, Yves St-Maurice.

Le redressement amorcé au printemps de l'indice précurseur Desjardins — qui anticipe de trois à six mois à l'avance l'évolution de l'économie québécoise — est le signe le plus probant que le creux du cycle actuel «sera bientôt atteint au Québec». À l'instar de plusieurs autres analystes, les économistes entendent cependant «une relance plutôt modérée», à l'image de celle qui avait suivi la récession de 1990-91. «La période de contraction de l'activité économique aura cependant été plus courte et moins prononcée cette fois-ci, soulignent-ils. La récession actuelle aura duré un an à peine, tandis que celle du début des années 1990 a persisté pendant près de deux ans.»

Déjà, la remontée de la confiance des ménages a entraîné le marché immobilier et la consommation dans son sillage. L'amélioration des dépenses en biens et services repose toutefois «sur des bases fragiles», notamment en raison des effets des pertes d'emplois et des faillites.

Les exportations risquent quant à elles de continuer à pointer vers le bas pendant plusieurs mois. C'est bien sûr le cas avec notre puissant voisin américain. Les exportations vers les États-Unis ont reculé de 18,6 % au premier semestre par rapport à la même période en 2008. La baisse devrait être de l'ordre de 15 % pour l'ensemble de 2009. Desjardins se fait d'ailleurs prudent en prédisant qu'«une relance tardive se manifesterait au fil de 2010».

«La pente sera particulièrement difficile à remonter compte tenu de la vigueur du huard et de certaines mesures protectionnistes qui limitent l'accès des entreprises canadiennes aux appels d'offres publics de l'autre côté de la frontière», insistent les économistes dans leurs *Prévisions économiques et financières*. On rappelle ainsi qu'une hausse marquée et rapide du huard risquerait d'«asséner un coup dur» aux fabricants exportateurs du Québec, eux qui ont déjà maille à partir avec la clause «Buy American».

Qui plus est, les États-Unis doivent régler d'importants problèmes structurels — industrie automobile, secteur bancaire, surendettement des ménages et du gouvernement — qui «risquent d'hypothéquer la croissance économique pendant

VOIR PAGE B 7: DESJARDINS

Pour ceux qui ont un million ou plus à investir



GÉRARD BÉRUBÉ

Déjà très active en gestion privée, la Banque Nationale se fait plus pointue en développant une expertise particulière dédiée aux mieux nantis des nantis. Gestion privée 1859 vient d'être lancée. Cette «nouvelle offre intégrée», qui se déploie à l'échelle canadienne, courtise ceux qui ont un million de dollars ou plus à investir.

La crise a peut-être modifié quelque peu le décompte. En 2006, 471 000 ménages canadiens entraient dans cette définition de bien nantis qui affichent un actif net d'un million ou plus. Ainsi, il y aurait présentement entre 400 000 et 450 000 familles canadiennes dans ce club sélect du million ou plus à investir. Dans cinq ans, elles seront un peu plus

VOIR PAGE B 6: FINANCES



Libéré de Rivière-des-Prairies le 21 juillet dernier, Vincent Lacroix réside depuis dans une maison de transition.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LE MARCHÉ BOURS

Table A: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

Table B: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

Table C: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

Table D: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote...

LES COTES

TORONTO 11 445,95 -82,28
DOLLAR 1\$ canadien 93,48 ¢us -0,26

LES DEVICES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens. Afrique du Sud (rand) 0,1442, Arabie Saoudite (riyal) 0,2830, Australie (dollar) 0,9266, Bahamas (dollar) 1,0724, etc.

COUP D'ŒIL



Table E: La Bourse de Toronto. S&P 369937 11445,95 -82,28 -0,7, S&P TX20 Smallcap 141284 503,89 +1,63 0,3, etc.

Table F: Canadian Venture. S&P TSX Venture 99608 1281,80 +9,06 0,7

Table G: Le Marché Américain. 30 Industriels 424931 9820,20 +36,28 0,4, 20 Transports 32678 3979,64 +1,59 0,0, etc.

Table H: Les plus actifs de Toronto. IAMGOLD CORP 33840 16,44 15,27 15,58 -0,18 -1,1, ORSU METALS 14179 0,08 0,05 0,06 +0,01 3,0, etc.

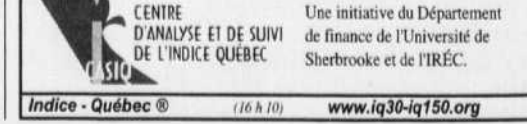
Table I: Les plus actifs du Canadian Venture. THE FUTURA 13822 0,01 0,01 0,01 +0,04 160,0, OILEX/INC 11648 0,08 0,03 0,02 +0,04 160,0, etc.

www.Gourou.tv

Gourou.tv est une marque de commerce, propriété de Will-AM Inc. Will-AM Inc. est enregistrée en tant que conseiller en valeurs d'exercice enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers.

INDICES QUÉBEC

Table J: 18 septembre 2009. Fermeture 1092,07 -10,02 -0,91%, Variation depuis le 1er janvier 25,49%



Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec. Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'IRÉC.

ÉCONOMIE

Secteur forestier: Gignac fustige la passivité d'Ottawa

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Le ministre du Développement économique, Clément Gignac, a dénoncé hier la passivité du gouvernement fédéral face à la crise nationale qui frappe le secteur de la foresterie, où de nouvelles fermetures d'usines ont été annoncées cette semaine.

M. Gignac a déclaré qu'Ottawa doit cesser de faire la sourde oreille aux appels du Québec, qui réclame depuis des mois une aide financière équivalente à celle que le fédéral a accordée au secteur automobile, en Ontario.

La papetière AbitibiBowater a annoncé jeudi qu'elle allait suspendre la production, pour une durée indéterminée, dans cinq de ses usines, dont deux au Québec. M. Gignac a affirmé que ces mesures, qui entraîneront notamment la perte de 460 emplois dans deux localités situées entre Sainte-Anne-de-Beaupré et La Malbaie, s'inscrivent dans le cadre plus large de la crise nationale qui frappe l'industrie forestière.

«On ne peut pas systématiquement assister de façon passive, comme Ottawa a fait, a-t-il dit. Ils ont fait des choses, mais on s'attend à ce qu'ils fassent beaucoup plus parce que c'est une crise nationale.»

Alors que l'industrie automobile ontarienne a reçu 7 milliards de fonds fédéraux pour sa restructuration, M. Gignac a fait valoir que l'ensemble de l'industrie forestière, au Québec, mérite le même traitement.

«On s'attend que le fédéral s'assoit avec nous



Québec réclame depuis des mois, pour le secteur forestier, une aide financière équivalente à celle que le fédéral a accordée au secteur automobile ontarien.

autres pour pouvoir regarder la situation, pour finalement qu'on puisse restructurer cette industrie-là», a-t-il dit, en ajoutant qu'il avait téléphoné à son homologue fédéral, Denis Lebel, pour réclamer des gestes concrets.

La chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, a raillé la «naïveté» du gouvernement du premier ministre Jean Charest, affirmant qu'il a fait des efforts insuffisants afin d'obtenir de l'aide pour le secteur forestier. «Pourquoi ils ne la font pas, la bataille?», a-t-elle demandé. Parce qu'ils ont peur de se

faire dire non, puis à ce moment-là ça prouvera qu'ils n'ont plus de rapport de force avec Ottawa.»

Selon la chef péquiste, il est grand temps pour les libéraux de mobiliser la population afin de faire pression sur le gouvernement fédéral. «Imaginez le gouvernement appuyé par toute l'industrie forestière, par les représentants des travailleurs: disons que ça fait une petite pression sur Ottawa, ça, a-t-elle dit. Quand on veut quelque chose, on le fait.»

La Presse canadienne

E N B R E F

Des faillites plus difficiles

Les faillites personnelles au Canada entraînent dorénavant plus de conséquences négatives puisqu'entraînent en vigueur hier des amendements à la législation fédérale des faillites. Ainsi, les particuliers insolubles devront négocier avec leurs créanciers plutôt que de simplement déclarer faillite dans l'espoir de se libérer rapidement de leurs dettes. Quant au délai minimal de libération pour la majorité des individus à leur première faillite, il passe de 9 à 21 mois, et lors d'une faillite subséquente, le délai minimal de libération triplera. En contrepartie, la négociation entre les consommateurs insolubles et leurs créanciers est facilitée. Des amendements ont aussi été prévus pour les faillites d'entreprises, mais ils s'avèrent plus techniques. Selon certains observateurs, ces changements permettent une meilleure harmonisation entre les deux lois qui affectent les entreprises: la Loi sur les faillites et la Loi sur les arrangements avec les créanciers. — La Presse canadienne

Le FMI vend de l'or

Washington — Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé hier la vente d'une quantité limitée de ses réserves d'or pour pouvoir accorder des prêts aux pays en développement et solidifier ses comptes. Le conseil exécutif du FMI a indiqué avoir décidé de vendre 403,3 tonnes d'or, d'une manière qui ne bouleversera par la vente du métal sur les marchés des matières premières. Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, s'est félicité de la décision du conseil. Elle permettra d'augmenter les prêts aux pays en développement frappés par la crise, et de solidifier sur le long terme les comptes de l'institution. Le FMI a indiqué être prêt à vendre cet or à ces pays membres si ceux-ci étaient intéressés, ou en plusieurs étapes sur les marchés. — AP

E N B R E F

La SGF a acquis une forêt en Gaspésie

La Société générale de financement du Québec (SGF) a acquis de Domtar un territoire forestier de 4069 hectares localisé près de Grande Vallée en Gaspésie. Le coût de l'acquisition du territoire de la seigneurie de la rivière Madeleine s'élève à 8,5 millions. La gestion des activités de ce territoire sera assumée par Gestion forestière Lacroix, une filiale de la SGF, qui est propriétaire de la Dunière, acquise de Bowater en 2006. Le p.-d.g. de la SGF, Pierre Shedleur, a indiqué que la société va oeuvrer à préserver et mettre en valeur le caractère naturel de la rivière tout en exploitant le potentiel du territoire forestier pour ainsi maintenir ou voire même créer de nouveaux emplois pour la région. Avec cette acquisition, la SGF entend en maximiser la valeur tout en respectant une intervention sylvicole appropriée.

— La Presse canadienne

Bombardier reçoit une commande d'Allemagne

Bombardier Transport a reçu une commande de 30 trains destinés au transport en commun dans la ville de Karlsruhe et dans le Land de Bade-Wurtemberg en Allemagne. Bombardier a précisé que la valeur de cette commande s'élevait à environ 190 millions \$US.

— La Presse canadienne

Les profits du gaz en forte baisse

Ottawa — Le Conference Board du Canada s'attend à ce que les bénéfices de l'industrie du gaz naturel soient en baisse de 60 % cette année par rapport à l'an dernier. L'organisme situé à Ottawa prévoit que les profits de cette industrie totaliseront 2,3 milliards cette année, soit son niveau le plus bas depuis 1999. Le Conference Board pense aussi que la production de gaz diminuera de 5 % en 2009 comparativement à l'année précédente. Elle avait déjà diminué de 5,2 % l'an dernier par rapport à 2007. L'économiste du Conference Board Todd Crawford affirme que des changements importants sont survenus depuis l'an dernier alors que les prix avaient explosé. Il cite notamment la chute des prix et les conditions d'emprunt plus serrées. Le Conference Board prévoit toutefois une amélioration des bénéfices dans le secteur gazier en 2010.

— La Presse canadienne

VOUS VOYEZ
GRAND.
NOUS AUSSI.

Vous avez une transaction commerciale en vue au Québec ou ailleurs?
Vous pouvez compter sur les avocats de Borden Ladner Gervais pour vous conseiller, et ce, peu importe la nature et l'envergure de la transaction.

Notre objectif sera de vous guider à chaque étape de façon ingénieuse et rentable.

Vous voyez grand? Nous aussi.
Ensemble, nous verrons encore plus grand.

Communiquez avec nous :

Louis Clément 514.954.2524 lclement@blgcanada.com
André Dufour 514.954.2526 adufour@blgcanada.com
H. John Godber 514.954.3165 jgodber@blgcanada.com

Calgary | Montréal | Ottawa | Toronto | Vancouver | Région de Waterloo
Borden Ladner Gervais S.R.L. S.E.N.C.R.L. | Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce
blgcanada.com



BORDEN
LADNER
GERVAIS

D'abord le service.

ÉCONOMIE

MARCHÉS BOURSIERS

Le pétrole et les mines lestent le TSX

Les titres aurifères et énergétiques ont pavé la voie à un recul de la Bourse de Toronto, hier, mais l'indice de référence du parquet a terminé quand même en progression pour la semaine grâce à des investisseurs de plus en plus confiants de voir l'économie prendre du mieux.

L'indice composé S&P/TSX a reculé de 82,28 points, à 11 445,95 points. Il termine toutefois en hausse de 192,72 points, ou 1,7 %, sur l'ensemble de la semaine, grâce à la bonne performance des titres financiers et de l'énergie. Le dollar canadien a glissé de 26 centimes, à 93,48 CUS.

Les places new-yorkaises ont aligné une autre journée de bonnes performances. La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a pris 36,28 points, à 9820,20 points. La Bourse de New York va affronter une semaine maigre en indicateurs mais marquée par le sommet du G20, à la recherche de nouveaux éléments pour alimenter sa progression de la semaine écoulée, qui l'a conduite à son plus haut depuis onze mois.

Wall Street « a eu une très bonne semaine, tout comme celle d'avant, et s'accrocher à ses gains sera son principal problème la semaine prochaine », estime Marc Pado, de Cantor Fitzgerald. Sur la semaine écoulée, l'indice phare, le Dow Jones, a progressé de 2,2 %. Il a progressé sur quatre des cinq séances de la semaine. Le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 2,5 %, à 2132,86 points et l'indice élargi Standard & Poor's 500 de 2,5 %, à 1068,30 points.

Le marché a profité d'indicateurs économiques meilleurs qu'attendu, en particulier la production industrielle aux États-Unis mercredi, et les ventes de détail mardi.

Le marché suivra donc avec attention l'indice définitif de septembre sur le sentiment des ménages américains mesuré par l'Université du Michigan, qui sera publié vendredi. D'une manière générale, « les indicateurs économiques devraient être solides, en particulier l'indicateur composite de l'activité [lundi] et les chiffres des commandes de biens durables » vendredi, souligne Sam Stovall, de Standard and Poor's.

Sans en attendre des conclusions décisives, le marché gardera un œil sur la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et sur le sommet du G20, qui regroupent les principaux pays avancés et émergents.

Mercredi, le communiqué de la banque centrale américaine sera scruté à la recherche d'indications sur l'avenir de sa politique d'assouplissement quantitatif (les rachats de titres de dettes sur les marchés) mais aussi sur un éventuel calendrier de remontée des taux.

Quant au G20 qui se réunira à Pittsburgh, jeudi et vendredi, il aura un impact « seulement en cas de communiqué qui indiquerait que les plans de relance vont être terminés très rapidement », selon l'analyste. « De nombreux investisseurs estiment que la reprise économique est fragile. »

La Presse canadienne
Agence France-Press



LES TAUX D'INTÉRÊT

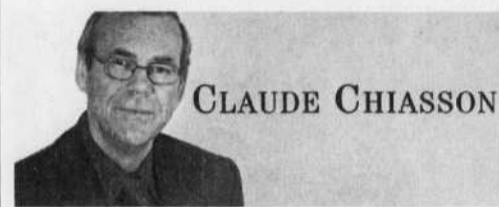
Voici les taux d'intérêt en vigueur le 17 septembre 2009 dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
HSBC Canada	0,15	0,40	1,60	2,10	5,20	4,50	5,15	5,79
Nationale	0,15	0,40	1,60	2,10	3,75	3,75	4,35	5,49
Laurentienne	0,15	0,40	1,60	2,10	3,75	3,70	4,35	5,50
Royale	0,15	0,45	1,35	2,00	4,55	3,70	4,35	5,49
Scotia	0,15	0,40	1,60	2,10	4,55	4,55	4,45	5,49
TD	0,15	0,40	1,60	2,10	4,60	3,75	4,45	5,55
B. Montréal	0,15	0,40	1,50	2,10	4,55	3,70	4,35	5,49
CIBC	0,15	0,40	1,50	2,10	4,55	3,70	4,35	5,49
Desjardins*	0,15	0,40	1,60	2,10	3,50	3,50	4,35	5,50

* Taux suggéré par la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

Fiducies	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
Desjardins	0,15	0,40	1,60	2,10	3,50	3,50	4,35	5,50
Gr. Investors	—	—	—	—	4,75	3,70	4,35	5,49
Capitale Ass.	—	—	—	—	3,59	3,69	4,34	5,49

Louer une propriété avec une option d'achat



CLAUDE CHIASSON

J' ai une maison que je souhaite vendre. Une offre de location avec option d'achat m'a été faite. Cette façon de faire m'inquiète un peu. Quels sont les avantages et les inconvénients financiers pour le vendeur? Qui paie les taxes, les assurances et l'entretien de la maison pendant la période de location? Où puis-je trouver des informations sur les détails de ce procédé de vente?

J'aimerais beaucoup recevoir ces informations très rapidement, car j'ai un court délai pour prendre une décision.
Merci à l'avance.
M. G.

La location d'une propriété avec option d'achat est certainement une façon habile de participer à la plus-value potentielle de l'immobilier. Cela est valable pour celui qui loue ladite propriété. Évidemment, le prix d'achat prédéterminé dans le contrat de location doit être raisonnable. Et s'il l'est, un tel contrat peut se solder par un gain non négligeable sur une période de trois à cinq ans. A ma connaissance, il n'existe pas de formulaire standard pour un tel contrat. Donc, tout peut être négocié. Par exemple, le locataire peut demander qu'au prix d'exercice de son option d'achat soient soustraits en tout ou en partie les loyers mensuels versés pendant la durée du contrat de location. Par ailleurs, avec un tel contrat, le locataire est en mesure de prendre le pouls des lieux et de la qualité de la propriété avant de l'acquérir.

En revanche, pour le propriétaire, un tel contrat de location recèle peu d'avantages. L'un des rares avantages est certainement d'exiger un loyer plus élevé qu'autrement afin de tenir compte du privilège d'achat concédé au locataire. Mais en général, s'il désire réellement vendre, il vaut mieux mettre la propriété à vendre immédiatement puisqu'au terme d'un tel contrat, il ne participera plus à la plus-value potentielle de la propriété. Ce ne sera pas le cas s'il vend rapidement sa propriété pour en acheter une autre. Essentiellement, le propriétaire qui a recours à un contrat de location avec option

d'achat se trouve dans une situation, au préalable, difficile. Par exemple, il a déjà quitté sa maison (peut-être parce qu'il en a déjà achetée une autre) tandis qu'il ne parvient pas à la vendre à cause d'un contexte économique plus difficile. Louer ladite propriété lui permettra peut-être de faire le pont sur le plan des liquidités en plus d'obtenir à terme le prix désiré pour sa propriété. Si le locataire décide de ne pas exercer son option d'achat, il pourrait même la vendre à un prix supérieur si, entre-temps, le contexte économique s'est amélioré.

Évidemment, tant et aussi longtemps que le locataire n'exerce pas son option d'achat, le propriétaire doit continuer à payer les taxes foncières, les assurances, les dépenses d'entretien et les frais d'intérêt s'il y a lieu. Notez que ces dépenses sont déductibles des revenus de location. Et si l'exploitation de la propriété est déficitaire, le déficit d'exploitation est déductible des autres revenus imposables du propriétaire.

A ce titre, il ne faut pas oublier qu'à partir du moment où vous louez une résidence principale, sa mission change. Elle devient une propriété à revenus. Dans un tel cas, le fisc considère qu'il y a vente présumée de ladite propriété. Comme le gain sur une résidence principale n'est pas imposable, un tel changement de mission n'occasionnera pas de déboursés sur le plan de l'impôt. Mais, toute plus-value accumulée après la date de changement de mission deviendra imposable (à titre de gain en capital) lorsque celle-ci sera effectivement réalisée à la vente de la propriété.

Conclusion: à titre de propriétaire, il est préférable de vendre votre propriété plutôt que de la louer avec option d'achat. Cette dernière avenue ne doit être considérée que si vous estimez qu'il sera difficile de vendre votre propriété au prix désiré ou que vous éprouviez des problèmes de liquidités.

Pour terminer, pour en savoir plus sur ces contrats, vous pourriez contacter l'association des propriétaires, la CORPIQ, ou un agent immobilier qui connaît ce type de contrats.

Achat d'un condo dans les îles Vierges américaines: points à considérer

Bonjour M. Chiasson,
Nous nous apprêtons à faire une offre pour un condo à Saint-Thomas dans les îles Vierges améri-

caines. Les prix sont très bien, compte tenu de la condition économique des États-Unis et de notre dollar. Est-ce que les revenus de location sont imposés ici au Québec? Et si nous le revendons d'ici quelques années, y a-t-il des choses que nous devrions savoir avant d'acheter?

Merci,
S. G.

Je ne connais pas ce marché, ni le contexte légal propre aux îles Vierges américaines. A vous de vérifier s'il s'apparente à celui prévalant en Floride, là où les Québécois sont nombreux à y prendre pied. Si c'est le cas, le fisc américain retient généralement 15 % du gain en capital et des dividendes réalisés sur des placements en terre américaine. Pour les revenus de biens loués, ceux-ci devront certainement être déclarés au moment de remplir votre déclaration annuelle de revenus aux États-Unis.

Vous aurez également à déclarer ces revenus au Canada au moment de remplir votre déclaration annuelle. Les revenus nets (revenus moins dépenses) s'ajouteront alors à vos autres revenus imposables et seront imposés à votre taux marginal d'impôt.

Vous aurez donc deux déclarations de revenus à faire, une aux États-Unis et une au Canada. Mais pour éviter la double imposition, le Canada vous accordera des crédits d'impôt qui correspondent généralement aux impôts payés au fisc américain.

Il existe également aux États-Unis un impôt sur les successions. Cet impôt est exigé lorsque la valeur de la succession excède deux millions de dollars (2008).

Côté financement, plusieurs institutions financières canadiennes ont des succursales en Floride. Peut-être en est-il de même dans les îles Vierges. Celles-ci sont donc en mesure de vous avancer les fonds pour votre achat.

Pour terminer, certainement que la période est favorable pour quiconque envisage d'acheter une propriété dans ces régions. Aux États-Unis, les prix ont reculé de 15 % à 25 % selon les endroits, et les reprises bancaires sont nombreuses. Prenez garde toutefois aux frais fixes (taxes foncières, assurance et autres) qui peuvent être élevés pour un propriétaire non résident.

cchiasson@proplacement.qc.ca
Classe Internet: www.proplacement.qc.ca



Sunnymel reconnaîtra un syndicat des TUAC au Nouveau-Brunswick

Fredericton — Un pas de plus a été franchi en vue de la construction d'une usine d'abattage de volaille à Clair, dans la région de Madawaska, au Nouveau-Brunswick.

Sunnymel, un partenariat formé par Olymel et Westco, s'engage à reconnaître la Section locale 1288P des Travailleurs unis de l'Alimentation et du Commerce (TUAC Canada) comme l'unique agent négociateur des salariés de la future usine d'abattage, de transformation et de distribution

de volaille. L'entente de reconnaissance entrera en vigueur dès l'ouverture de la nouvelle usine. Le syndicat s'engage pour sa part à démontrer son caractère représentatif comme unique agent de négociation de la future unité.

Le porte-parole de Sunnymel, Paul Beauchamp, également premier vice-président exécutif d'Olymel, a fait valoir que cette usine permettra une intégration de la ferme à la table et un renforcement de la filière avicole visant à desser-

vir, à partir du Nouveau-Brunswick, l'ensemble du marché des Maritimes.

Du côté syndical, Jean Guimond, président de la section locale, a précisé que le syndicat fera tout ce qui est possible pour favoriser l'embauche de travailleurs qui jouissent déjà d'une expérience pertinente du secteur de la volaille au Nouveau-Brunswick.

La Presse canadienne

decisionplus.com

Les investisseurs boursiers vont chez DECISIONPLUS.COM

Magasinez avant de décider. Méfiez-vous des imitateurs improvisés. Nous équipons, nous formons et nous assistons les investisseurs boursiers depuis 22 ans. Si vous voulez faites offrir des cours au prix de plusieurs milliers de dollars, des logiciels aussi coûteux que compliqués et en anglais, venez nous voir avant, il vous restera de l'argent.

Notre portail boursier gratuit: www.decisionplus.com

Logiciels, cotes en temps réel, cours d'investissement boursier: www.boutique.decisionplus.com

On fait même le travail pour vous, il ne vous reste qu'à choisir et à passer à l'action: www.gourou.tv

514 392.1366
1 877 392.1366

Transigez chez l'un de nos courtiers partenaires et obtenez nos produits gratuitement!

- parole du président Michel Carignan

Météo Média

Lever du soleil: 6h38
Coucher du soleil: 18h57

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Var 23/7	Sol 17/3	Londres	Nua 23/13	Sol 21/14
Moncton	Var 12/5	Sol 17/8	Los Angeles	Sol 23/17	Sol 22/17
Saint-Jean	Var 10/6	Sol 16/9	Mexico	Sol 20/11	Var 21/9
Toronto	Sol 17/6	Sol 21/14	New York	Sol 20/12	Sol 22/14
Vancouver	Ave 18/11	Sol 17/11	Paris	Ave 23/14	Nua 20/12
Winnipeg	Sol 28/17	Sol 27/13	Tokyo	Ave 22/22	Sol 23/18

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 17	6	19/7	23/13	22/17
Ensoleillé.	Ciel dégage.	Ensoleillé.	Généralément ensoleillé.	Averses isolées, pdp 40%.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 15	2	18/5	21/8	21/15
Ensoleillé.	Ciel variable.	Passages nuageux.	Généralément ensoleillé.	Ciel variable.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 15	3	19/4	22/15	22/15
Ensoleillé.	Ciel dégage.	Ensoleillé.	Généralément ensoleillé.	Averses isolées, pdp 40%.

CHERCHER SUR INTERNET... ON S'EN CHARGE !

MÉTÉOÉCLAIR: La météo en temps réel. Prévisions à court et à long terme. Le tout accessible à même votre bureau.

Visitez meteomedia.com/bureau pour télécharger gratuitement MétéoÉclair.

Météo Média
À votre portée, en tout temps.

ÉCONOMIE



REGIS DUVIGNAU REUTERS

Pour l'année terminée le 31 mars 2009, la SAQ a enregistré des profits de 807 millions et des revenus de 2,4 milliards.

Négociations discrètes à la SAQ

FRANÇOIS DESJARDINS

Loi des projecteurs, la Société des alcools du Québec (SAQ) et le Syndicat des employés de magasins et de bureaux (SEMB) mènent présentement des négociations afin de renouveler la convention collective des 3800 employés qui ont fait la grève générale de novembre 2004 à février 2005.

La direction du syndicat, aujourd'hui affilié à la CSN, vient de diffuser des bulletins d'information qui se gardent bien de décrire le climat des discussions mais font valoir la nécessité d'être «prudent, car la photo actuelle peut être différente à la fin de la négociation».

«À l'exception des deux enjeux monétaires, soit l'équité interne et les assurances, presque tous nos enjeux normatifs ont été traités et des solutions émergent pour la plupart des enjeux syndicaux et patronaux», a toutefois écrit le SEMB dans une note publiée le 15 septembre.

Le SEMB a indiqué que les négociations portant sur la formation des employés et l'ancien-

neté «sont presque achevées». La convention des employés est échue depuis le 31 mars 2009 et le processus de renouvellement se déroule avec deux médiateurs du ministère du Travail.

Ni le SEMB ni la SAQ n'ont voulu faire de commentaires hier. Le silence qui plane sur les négociations n'a rien à voir avec l'affrontement qui s'est envenimé à l'été 2004 et s'est soldé par un conflit si coûteux pour le SEMB qu'il a dû s'allier à la CSN en pleine grève pour renflouer ses coffres.

Les pourparlers se déroulent cette fois-ci sur une base «raisonnée» et traitent les enjeux comme un tout, contrairement à la dernière fois où les parties avaient fonctionné de façon traditionnelle, article par article.

Plusieurs autres points

Parmi les autres questions en suspens figurent la création de postes réguliers, l'affectation des employés à temps partiel et le mouvement de personnel.

L'affectation des employés à temps partiel, qui constituait à l'époque 70 % des membres du syndicat, avait été un des

principaux points de litige en 2004, sinon le plus important. La SAQ souhaitait qu'ils gravitent davantage autour d'une seule succursale, alors que le syndicat voulait qu'on leur permette de fréquenter plusieurs établissements afin d'accumuler plus d'heures.

Au cours des négociations, la partie patronale a fini par renoncer à sa demande, mais une nouvelle catégorie d'employés a vu le jour: des «employés réguliers sans sécurité d'emploi». Ceux-ci devaient obtenir une garantie de 16 à 19 heures et demie de travail par semaine, soit du vendredi au dimanche, mais dans une succursale seulement. On entendait leur permettre de compléter leurs heures dans d'autres magasins, au besoin.

Le conflit, médiatisé de long en large, avait forcé la SAQ à se rabattre sur un mode de fonctionnement minimal. Sur ses quelque 400 succursales, seules 40 ou 50 étaient en activité grâce au travail des cadres. Exaspérés, les clients étaient placés devant un choix embêtant: traverser les piquets de grève, acheter du vin de dépanneur ou conduire jus-

qu'à Hawkesbury pour s'approvisionner à la LCBO.

Date butoir?

La SAQ ne souhaite pas commenter les négociations sur la place publique, a dit hier sa directrice des affaires publiques, Isabelle Merizzi.

Selon le SEMB, la SAQ aurait toutefois indiqué qu'il faut accélérer le pas dans les pourparlers et qu'elle veut une date butoir. Mme Merizzi n'a pas voulu commenter cette allégation, ni dire s'il s'agit là d'une stratégie visant à compléter les négociations d'ici la période très lucrative des fêtes de fin d'année.

À l'époque, la grève générale a eu un impact négligeable sur les finances de la SAQ. Pour l'année terminée le 31 mars 2005, elle avait enregistré des profits de 545 millions, une légère baisse de 4 % (ou 25 millions). Le chiffre d'affaires était passé de 2,65 milliards à 2,54 milliards.

Pour l'année terminée le 31 mars 2009, la SAQ a enregistré des profits de 807 millions et des revenus de 2,4 milliards.

Le Devoir

Des plans de relance efficaces

Le BIT estime à près de 11 millions les emplois sauvés dans les pays du G20

Genève — Les plans de relance mis en place par les pays du G20 vont «créer ou sauver» jusqu'à 11 millions d'emplois cette année, ce qui n'empêchera toutefois pas le chômage mondial d'atteindre des records en 2009, a indiqué hier le Bureau international du travail (BIT).

«Les mesures de protection sociale prises par le G20 depuis le début de la crise économique mondiale vont créer ou sauver entre 7 et 11 millions d'emplois» dans le G20, selon les estimations du BIT qui seront présentées au sommet de Pittsburgh les 24 et 25 septembre. Sans ces mesures, le chômage dans les 20 premières économies de la planète aurait été de 29 à 43 % supérieur durant les six premiers mois de l'année, souligne l'agence onusienne dans un communiqué.

Malgré cela, le BIT a revu à la hausse ses prévisions de chômage mondial pour l'année en cours. Le nombre de sans emploi pourrait atteindre un chiffre record de 241 millions de personnes dans le monde, correspondant à une augmentation de 61 millions du nombre de chômeurs entre 2007 et 2009. Dans ses dernières prévisions datant de mai, le BIT tablait, dans son scénario du pire, sur un chômage mondial de 239 millions.

Tout en saluant les effets des gigantesques plans de relance activés par les gouvernements des économies riches, le BIT s'est inquiété de leur prolongation, l'estimant d'autant plus importante que le nombre d'entrants sur le marché du travail ne cesse de progresser sous la pression démographique (45 millions de personnes chaque année).

«Le chômage reste massif au-

jourd'hui. Si les mesures spéciales qui ont été prises sont retirées trop tôt, la crise de l'emploi pourrait encore s'aggraver», a prévenu le directeur du BIT, Juan Somavia, cité dans le communiqué.

Plus d'un an

L'organisation estime qu'on ne pourra parler de réelle reprise économique avant une réelle amélioration du chômage, ce qui ne devrait pas arriver avant plus d'un an. Il préconise ainsi que tous les pays du G20 maintiennent leurs mesures en faveur de la demande et de l'emploi «au moins jusqu'à la fin de 2010, jusqu'à ce qu'il y ait une reprise réelle du marché du travail».

«L'indicateur de l'emploi est le seul vrai indicateur de reprise économique», a insisté lors d'une conférence de presse le vice-directeur du BIT, Philippe Egger.

Le BIT recommande notamment que les pays poursuivent leur soutien à travers les dépenses consacrées aux infrastructures, les réductions d'impôts, subventions et crédits pour les petites entreprises ainsi que les montants alloués directement à la protection sociale.

Si de nombreuses personnes vulnérables dans les pays favorisés ont bénéficié de ces aides, l'organisation s'est encore dite soucieuse du sort des pays les moins riches qui auront besoin de plus de financements pour lutter contre le fléau social.

Le BIT compte une nouvelle fois défendre cette position ainsi que son projet de Pacte mondial pour l'emploi au sommet du G20 la semaine prochaine où la question du chômage devrait être largement abordée.

Agence France-Press

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A v o c a t

Vieux-Montréal

514.861.0469

NOMINATION



LE DEVOIR a le plaisir d'annoncer la nomination de Madame **Maria M. Motta** au sein des ventes publicitaires nationales et locales.

Sous la direction de Madame Manon Béland, directrice des ventes publicitaires, elle agira à titre de conseillère publicitaire dans le secteur économie, finance et automobile. Elle détient un baccalauréat en communications de l'Université Javeriana de Bogota ainsi que de l'Université Concordia de Montréal. Maria est aussi détentrice d'un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en marketing de HEC Montréal. Maria sera un atout important pour l'équipe des ventes.

N'hésitez pas à la contacter dès maintenant au 514-985-3301 ou par courriel à mmotta@ledevoir.com

Nous lui souhaitons un grand succès!

Libérez-vous des idées reçues

ledevoir.com/publicite.html

LE DEVOIR.com

NOMINATION



LE DEVOIR a le plaisir d'annoncer la nomination de Madame **Stéphanie Déziel** au sein des ventes publicitaires nationales et locales.

Sous la direction de Madame Manon Béland, directrice des ventes publicitaires, elle agira à titre de conseillère publicitaire dans le secteur du détail. Bachelière en communications de l'UQAM et titulaire d'un certificat en publicité de l'Université de Montréal, Stéphanie sera un atout important pour l'équipe des ventes.

N'hésitez pas à la contacter dès maintenant au 514-985-3312 ou par courriel à sdeziel@ledevoir.com

Nous lui souhaitons un grand succès!

Libérez-vous des idées reçues

ledevoir.com/publicite.html

LE DEVOIR.com

Cours par correspondance en ligne sur

COMMENT BÂTIR SON PORTEFEUILLE EN 2009

Avec l'aide constante du prof



Claude Chiasson,
Chroniqueur financier,
analyste financier et
investisseur privé

"Une source d'information de
qualité et 100 % objective"

Comprend :

- Stratégie de placement 2009 diffusée sur Internet
- Un guide d'apprentissage
- Un manuel de 279 pages sur tout ce qu'il faut savoir pour bien investir
- Un abonnement d'un an à la classe Internet Pro-Placement

Vous apprendrez à :

- Connaître les secteurs les plus prometteurs de notre économie
- Identifier les bons placements et à les accumuler au bon prix
- Encaisser des revenus de placement réguliers et croissants
- À battre votre prochain ennemi : l'inflation

PENDANT QUE TOUS S'INQUIÈTENT, VOUS AVEZ LÀ L'OCCASION DE FAIRE LE PLEIN DE TITRES À DES PRIX ENCORE TRÈS ATTRAYANTS. À VOUS DE LA SAISIR, DÈS MAINTENANT.

Prix : 228 \$ (plus taxes)

Pour vous inscrire, allez au www.proplacement.qc.ca, appuyez sur Devenir membre, puis sur Inscrivez-vous dès aujourd'hui et, enfin, complétez le formulaire tel qu'indiqué. Branchement Internet requis

LE DEVOIR

ProPlacement

CONGÉDIÉ INJUSTEMENT ?

Avez-vous un cas de congédiement interdit, de harcèlement psychologique, de congédiement sans cause juste et suffisante, déguisé ?

Vous gagnez à consulter

**JEAN-GUY
MICHAUD**
CRIA

EXPERT
DES CESSATIONS D'EMPLOI
Devant les instances du travail depuis 1964

T. (418) 657-2628 • (514) 940-6477
www.jeanguymichaudcria.ca

L'expertise par l'expérience, depuis 1964

ÉCONOMIE

LACROIX

SUITE DE LA PAGE B 1

Elle précise qu'il n'a fait que quelques semaines de travaux communautaires jusqu'ici.

«Un travail reste à faire au niveau de l'empathie envers les victimes dans le cadre de vos délits et au niveau de votre appréciation émotive face à la gravité objective de vos infractions», écrit la commission dans sa décision.

«Vous devrez vous redéfinir dans votre idéal de réussite et être en mesure de prendre la responsabilité entière des gestes posés, ce qui constitue en soi un défi de taille», écrit-elle pour justifier cette condition de faire du bénévolat en milieu défavorisé.

Cette mesure d'une durée de 12 mois pourra d'ailleurs être prolongée «compte tenu des progrès réalisés». La commission désire obtenir un rapport sur

ses progrès un mois avant l'échéance de cette mesure.

À la tête de Norbourg, M. Lacroix s'est approprié illégalement une centaine de millions de dollars provenant de fonds appartenant à des investisseurs. Environ 9200 investisseurs ont ainsi été floués. Il lui a aussi été reproché d'avoir fourni de faux états financiers à l'Autorité des marchés financiers.

De façon générale, la commission se dit «convaincue qu'il n'existe aucun motif raisonnable de croire que si vous étiez remis en liberté, vous commettriez une infraction accompagnée de violence avant l'expiration de votre peine».

Dans sa décision, la commission souligne aussi que M. Lacroix a indiqué vouloir entreprendre éventuellement des études en droit ou en traduc-

tion, tout en occupant un emploi à temps partiel, vraisemblablement comme journalier.

La commission mentionne que M. Lacroix ira demeurer avec une personne dont le nom a été masqué, conformément aux règles qui prévalent en la matière.

Cette décision a trait aux infractions pour lesquelles il a été reconnu coupable en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières. M. Lacroix bénéficie d'une semi-liberté depuis le 29 juin. À sa sortie, il a été orienté vers le Centre de détention Rivière-des-Prairies. Par la suite, le tribunal lui a octroyé un cautionnement, moyennant plusieurs conditions, et il a été libéré de Rivière-des-Prairies le 21 juillet.

La Presse canadienne

FINANCES

SUITE DE LA PAGE B 1

d'un million, soit une multiplication par 2,2.

En matière de parts de marché, 3,3 % des familles canadiennes pouvaient, en 2006, se vanter d'avoir un tel actif net à investir. Elles accaparaient 66 % de la richesse. En 2016, ce pourcentage passera à 6,4 % et revendiquera 74 % de la richesse.

Le potentiel est notoire. «C'est une niche pointue, mais un marché intéressant», a renchéri Eric Bujold, premier vice-président et directeur général, Gestion de patrimoine, à Banque Nationale Groupe financier.

Le marché de la gestion privée fait saliver. Outre la croissance de l'épargne, ce bassin est alimenté par un apport grandissant venant des transferts intergénérationnels prenant la forme d'héritage ou de ventes d'entreprise. Sans oublier les transferts et décaissements REER. À la Nationale, on affichait l'an dernier une croissance de 30 % (en six ans) dans le segment des 250 000 \$ et plus à investir. Et même lorsqu'on élève la barre à un million, «nous occupons une part importante au Québec». Eric Bujold parle d'un actif sous gestion de près de 25 milliards dans cette niche, qui exige une expertise pointue. Après tout, lorsqu'on se définit comme

Gestion privée 1859 (1859 pour les 150 ans de la Banque Nationale) vise le sur-mesure, client par client. Les 350 planificateurs financiers et les 700 conseillers en placement de l'institution concentrent leur attention sur le segment 250 000 \$ à un million. Le centre d'expertise, composé d'une soixantaine d'experts, s'active au-delà du million. Il y a prise en charge, tout en respectant la relation entre le conseiller et son client.

Et le service intégré couvre tout, et même plus, moyennant une rémunération selon un pourcentage de l'actif confié. Planification financière et successorale, gestion de patrimoine, ser-



SOURCE BANQUE NATIONALE GROUPE FINANCIER

Eric Bujold

vices bancaires, titrisation, monétisation des titres, assurance, activités philanthropiques, besoins des enfants et des autres générations, notaire, fiscaliste, évaluateur d'œuvres d'art... Gestion privée 1859 s'étend aux services médicaux et de conciergerie.

Evidemment, beaucoup d'institutions convoitent ce marché composé d'un nombre restreint de clients. «Ce qui nous distingue, c'est la proximité. Alors que d'autres fonctionnent en silo et gèrent à partir des grands centres, nous mettons à profit notre vaste réseau et notre présence auprès du client.» Eric Bujold rappelle que cette crise est venue accroître ce besoin du client fortuné, plutôt sensible à la protection de son capital, de bénéficier d'un accès privilégié à son conseiller et de s'en remettre à une institution financière solide.

Donc, pour ceux ayant un million ou plus à investir...

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

CHARGÉ-E DE PROGRAMME
Fondation Émergence

Mandat

Piloter un programme de sensibilisation en lien avec les communautés culturelles et les communautés LGBT.

Exigences

- Formation universitaire en communication, relations publiques ou toutes autres disciplines pertinentes;
- Excellente connaissance des questions relatives à l'orientation sexuelle (LGBT);
- Bilinguisme (français/anglais). Une troisième langue serait un atout.

Pour de plus amples renseignements : www.fondationemergence.org ou 514 866-6788

Faites parvenir votre lettre de motivation et votre CV au plus tard le 25 septembre 2009, 17 h à courrier@fondationemergence.org

Seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.



Nous faisons la lutte aux préjugés

Registraire

SOMMAIRE DE LA FONCTION :

Sous la responsabilité du vice-recteur à la Vie académique, cette personne planifie, développe, organise et coordonne les services professionnels et techniques assurant la constitution, la conservation et l'exploitation des dossiers officiels des étudiantes et étudiants. Elle est également responsable d'activités périodiques inhérentes à la vie universitaire : admission, inscription, évaluation, équivalences, attestations, certification et émission des diplômes. De plus, à titre d'officier de l'Université, elle assure l'application des règlements et procédures universitaires relatifs aux régimes des études et aux dossiers étudiants. Cette personne siège à la Commission des études.

TÂCHES ET RESPONSABILITÉS PRINCIPALES :

- Conseiller le vice-recteur à la Vie académique, la Commission des études ainsi que la direction de l'Université en matière de réglementation académique et de gestion des dossiers étudiants
- Assurer le fonctionnement adéquat des services d'admission, d'inscription et de gestion de l'effectif étudiant, de même que des systèmes d'information académique
- Voir à l'application, par les personnes et les unités concernées, des règlements relatifs aux régimes des études et aux dossiers étudiants
- Assurer la diffusion de l'information officielle de l'Université en matière de programmes d'études, de règlements pédagogiques, de politiques d'admission et de statistiques portant sur le dénombrement des clientèles étudiantes
- Établir les orientations de son service et faire le suivi approprié
- Agir à titre de responsable institutionnel des dossiers étudiants officiels
- Voir au développement, à l'entretien et à l'exploitation des systèmes d'information académique, en collaboration avec le Service de l'informatique et des télécommunications
- Gérer les ressources humaines, matérielles et financières qui lui sont confiées
- Assurer la présence et la participation du Registrariat aux différentes instances de l'UQAM, du réseau de l'Université du Québec ainsi qu'aux comités inter-institutions où sa présence est requise

EXIGENCES :

- Diplôme terminal d'études universitaires, de préférence de deuxième cycle, dans une discipline appropriée
- Connaissance approfondie du fonctionnement des universités
- Huit années d'expérience pertinente, dont au moins quatre à titre de responsable de projets d'envergure ou de gestionnaire

TRAITEMENT :

Selon la politique salariale pour les cadres de l'Université.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, devront être reçues, par courrier ou par courriel, avant le **vendredi 9 octobre 2009 à midi**, à l'adresse suivante :

M^e Normand Petitclerc, secrétaire général par intérim
Université du Québec à Montréal
Pavillon Athanase-David - Bureau D-4600
Case postale 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Courriel : petitclerc.normand@uqam.ca

L'UQAM souscrit à un programme d'équité en emploi.

UQAM



Commission scolaire de Montréal

L'école publique, une école équitable

La Commission scolaire de Montréal est la plus importante commission scolaire au Québec. Elle compte environ 90 000 élèves des niveaux primaire et secondaire, en formation générale des adultes et en formation professionnelle. La clientèle est très diversifiée et se compose d'élèves de tous les milieux sociaux, économiques et linguistiques. Elle est à la recherche de personnel motivé pour combler les affectations suivantes :

ANALYSTES - BUDGET

Deux postes réguliers

Fonctions : Participe à la préparation, à la gestion et à la supervision des budgets conformément aux directives et politiques de la CSDM et du MELS. Collabore à la préparation des états financiers. Procède aux analyses financières pertinentes à la détermination des orientations institutionnelles.

Profil recherché : Diplôme universitaire de premier cycle dans un champ de spécialisation • Excellentes aptitudes rédactionnelles

Traitement : maximum de 70 217 \$ selon l'expérience et la formation

Modalités du concours : Faire parvenir son curriculum vitae accompagné de copies des diplômes et des relevés de notes, au plus tard le **2 octobre 2009**, par télécopieur au **514 596-6510** ou par courriel à cadre.prof@csdm.qc.ca.

La CSDM est engagée dans un programme d'accès à l'égalité en emploi et invite les femmes, les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à présenter leur candidature.

Seules les personnes retenues lors de la présélection seront invitées, par téléphone, à se présenter à une entrevue.

Aucun accusé de réception ne sera envoyé aux personnes qui posent leur candidature.

L'Institut de l'Énergie et de l'environnement de la francophonie,
organe subsidiaire de

l'Organisation internationale de la francophonie recherche un :

DIRECTEUR-TRICE ADJOINT-E
CHARGÉ-E DES PROGRAMMES

Entre 78 464.87 \$ et 86 585.97 \$ selon l'expérience

Le descriptif de la fonction, les conditions d'admission et le formulaire de candidature sont disponibles sur le site <http://www.iepf.org>

Date limite d'envoi des dossiers de candidature : 27 octobre 2009

Envoi des candidatures par courrier électronique à l'adresse suivante : drh.candidature@francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie



PROTÉGER, PRÉSERVER ET PROMOUVOIR LA MUSIQUE AU CANADA.

Chef de la direction

Si vous croyez que les artistes d'un pays constituent le plus fidèle reflet de sa trame et de son âme, vous comprendrez l'importance de ce rôle de leadership au sein de la SOCAN. La Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique représente les compositeurs, paroliers, auteurs-compositeurs et éditeurs de musique et défend leurs intérêts en veillant à ce qu'ils soient rémunérés de façon équitable lorsque leur musique est diffusée ou produite en public. La SOCAN protège, préserve et promeut les droits des créateurs de musique et se charge d'interpréter en leur nom les lois nationale et internationales sur le droit d'auteur. L'organisation est également un porte-étendard mondial pour ce qui est d'offrir un service à la clientèle de grande qualité aux utilisateurs de musique de même que des services de perception et de distribution des redevances à coûts raisonnables à ses membres et partenaires internationaux. La SOCAN dessert plus de 90,000 membres et compte 325 employés dans des bureaux situés aux quatre coins du Canada.

Sous l'autorité du conseil d'administration, vous continuerez de

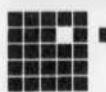
défendre avec ardeur l'innovation et l'efficacité tout en maintenant les services attentionnés offerts par l'organisation. Vous maintiendrez le rôle prédominant de la SOCAN dans l'administration des droits musicaux au Canada et à l'échelle internationale tout en taillant à l'organisation une place prépondérante dans le nouvel écosystème musical. Vous créerez avec les membres de la SOCAN un dialogue riche et ininterrompu sur la situation de l'industrie et les perspectives d'avenir. Vous entretiendrez des liens étroits avec les organismes de réglementation à titre de spécialiste affirmé et reconnu dans le monde de la musique. Vous améliorerez encore davantage la réputation de l'organisation en tant qu'employeur de choix. Vous inspirerez et guiderez une équipe de haute direction chevronnée vouée à la croissance du nombre de membres, des revenus et de l'importance de l'organisation sur la scène culturelle canadienne.

Chef de file des affaires internationales au sommet de son art, vous privilégiez également la réflexion en matière de stratégie et d'exécution. Promoteur de la culture des gens et de l'entreprise,

vous êtes également prompt à saisir les occasions que présentent les technologies émergentes. Si vous avez beaucoup voyagé, si vous vous exprimez bien et si vous êtes passionné par le pouvoir de la musique, vous êtes prêt à présider aux destinées de la SOCAN et de ses membres.

Pour en savoir davantage sur ce prestigieux poste, veuillez communiquer avec Mme Brigitte Simard au 514-937-1000. Pour soumettre votre candidature à ce poste, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae et les renseignements pertinents à : www.rayberndtson.ca/fr/careers/8463

RAY & BERNDTSON
Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

CONSTRUIRE
LE LEADERSHIP

RAY & BERNDTSON

Vancouver
Calgary
Toronto
Ottawa
Montréal
Halifax
St. John's

ENTREPRISE PRIVÉE
ORGANISME PUBLIC
ORGANISME DE BIENFAISANCE

WWW.RAYBERNDTSON.CA

ÉCONOMIE

AIR CANADA

La récession est particulièrement sanglante, avec une chute des revenus de l'ordre de 13 à 15 % pour Air Canada

SUITE DE LA PAGE B 1

dù le 30 juillet. Un fournisseur de services de traitement des opérations par carte de crédit évoquait des éléments déclencheurs venant menacer le fonds de roulement du transporteur. Les conventions collectives arrivaient à échéance cet été et la chute des revenus causée par la récession alimentait un besoin criant en nouveau financement.

Bref, « nous disposons de quatre mois. Il fallait tout faire en même temps ». Et pas question de s'engager dans une nouvelle restructuration sous la protection des tribunaux. « Le risque était trop élevé ». S'en remettre à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies comportait trop de risques pour les employés, pour les cotisants à certains régimes de retraite non protégés et pour les retraités. De plus, la crise ayant eu pour effet de tarir les sources de financement, les fonds requis pour mener à terme cette restructuration auraient été difficiles à dénicher. « Il y avait les employés, les retraités. Il y a aussi Air Canada, qui demeure une belle "franchise" et qui abrite la flotte la plus jeune de l'industrie. Je ne voyais pas comment l'on pouvait détruire tout cela. »

D'autant que les secousses, aussi puissantes soient-elles, demeurent conjoncturelles. Pensons au déficit actuariel de près de trois milliards de dollars affiché par les régimes de retraite. « C'est artificiel. C'est un rapport entre l'actif et le passif, entre le rendement et les taux d'intérêt. Et ce déficit est calculé sur une base de dissolution, comme s'il devait être payé maintenant. D'ailleurs, la situation s'est améliorée de 500 millions depuis », avec la reprise des marchés financiers.

Air Canada a finalement dû mettre tous ses éléments

d'actif dans la balance pour ficeler un financement pouvant totaliser plus d'un milliard. Les modalités de la portion prêt commandent toutefois un taux d'intérêt annuel minimal de 12,75 %, soit un taux dit conforme au profil de risque de la transaction. « Les conditions de financement sont difficiles », a commenté Calin Rovinescu, qui rappelle cependant que, dans l'intervalle, United Airlines a complété un financement au taux d'intérêt de 17 %.

Nouveau financement de plus d'un milliard, moratoire de 21 mois sur la recapitalisation des régimes de retraite impliquant des engagements inférieurs de 600 millions en retour d'une participation de 15 % des employés dans l'actionnariat, prolongation de 21 mois des conventions collectives... « Nous étions en mode survie. Je ne regardais même pas le cours de l'action. Je fixais mon attention uniquement sur le niveau de revenus. »

Cette étape liée à la survie est franchie, mais Calin Rovinescu insiste: « L'urgence est toujours là. » La récession est particulièrement sanglante, avec une chute des revenus de l'ordre de 13 à 15 % pour Air Canada, de 20 à 24 % pour les autres grands transporteurs. Les événements du 11-Septembre avaient provoqué une baisse massive de 40 % des revenus, mais cette chute avait été soudaine et s'était immédiatement corrigée, avec un retour rapide à la normale. Cette fois, la faiblesse des revenus perdure depuis un an maintenant et on ne voit aucune amélioration avant 12 à 18 mois. S'ajoute l'impact potentiel de la grippe A(H1N1), qui pourrait affecter les activités hivernales d'Air Canada.

Des bases durables

La prochaine étape consiste donc à asseoir l'entreprise sur des bases solides et durables. C'est

ainsi que des économies annuelles récurrentes de 500 millions devront être trouvées et appliquées. On cherche à baisser les coûts de 400 millions par année, sans réduire les effectifs, et à trouver des améliorations ou des sources d'accroissement des revenus de 100 millions, sans accroître la capacité. « C'est possible. On parle ici de plus d'une centaine d'initiatives, petites ou grandes. On parle de changements systémiques. »

S'ajoutent l'identification de nouvelles sources de revenus et un nécessaire changement de culture au sein d'Air Canada. Sans perdre de vue la focalisation sur les coûts, on souhaite renforcer le niveau d'attachement envers Air Canada. Le transporteur veut se reconnecter avec le passager. Il travaille aussi à rétablir les ponts avec les agences de voyages, notamment en réintroduisant le versement de commissions et en construisant des liens avec les agences en ligne. La pénétration Internet d'Air Canada touche désormais 75 % des réservations intérieures. Certes, cette distribution par Internet n'est pas sans exercer une pression à la baisse sur les tarifs, mais elle a le mérite d'offrir une base de marché qui, dans le contexte actuel, vient atténuer l'impact de la désertion de la clientèle d'affaires. Un rapprochement doit également se faire avec le transporteur régional Jazz, a ajouté M. Rovinescu.

« Si, auparavant, la tendance consistait plutôt à différencier chaque service, il faut désormais revenir à ce service qui nous distinguait, qui avait la réputation d'être l'un des meilleurs de l'industrie et supérieur à celui de n'importe quel transporteur en Amérique du Nord. »

Le Devoir

Changement de culture en vue

Air Canada devra perdre à jamais ses réflexes d'ancienne société d'Etat et de grande entreprise embourbée dans la « réunionnisme » et la bureaucratie. Calin Rovinescu veut introduire la culture du « just do it ».

Le président et chef de la direction d'Air Canada connaît la vieille culture du transporteur. A titre d'avocat, Calin Rovinescu était conseiller d'Air Canada, notamment lors de cette bataille contre Onex, qui convoitait à la fois le contrôle de Canadien et celui d'Air Canada. Il est devenu l'homme de confiance de Robert Milton dans le vaste chantier de fusion et d'intégration de Canadien à Air Canada, de 2000 à 2003. Il était également l'homme fort de la restructuration du transporteur, en 2003-04. « Nous devons agir plus vite, comme une petite entreprise. Nous devons être plus entrepreneuriaux, prendre des décisions plus rapidement, agir vite afin de saisir les occasions. On le voit avec les succès de Porter, de WestJet, de JetBlue, de Ryanair. »

Cela implique évidemment une délégation de pouvoirs. Calin Rovinescu reprend ici une citation de Mahatma Gandhi: « Sois le changement que tu veux voir dans le monde. » « Nous voulons instaurer une culture de leadership. Nous voulons davantage de leaders que de gérants. »

Cette culture du « just do it » impose une communication plus directe et une plus grande transparence. Sur cet aspect, l'étape de survie que vient de traverser Air Canada s'est avérée probante. L'expérience a été menée sur YouTube. « La communication nous a aidés énormément. Nous avons établi une communication régulière. Cela nous permettait de déclarer nos intentions, d'expliquer ce qu'on allait faire et pourquoi, de rapporter nos bons coups comme nos mauvais. » Calin Rovinescu veut poursuivre l'expérience, à laquelle s'ajoute un blogue interactif, entre employés, ce portail ayant pour objectif de générer des idées.

« Je ne suis pas là pour gagner un concours de popularité. Nous allons probablement avoir de mauvaises nouvelles à transmettre. Mais ce sera transparent », promet-il.

G. B.

G. B.

CONTINENTAL

SUITE DE LA PAGE B 1

transatlantiques. Sous l'étiquette Atlantique Plus-Plus, on rêve désormais d'intégration des capacités, des efforts de vente et de marketing et des revenus sur ces routes.

Dans le jeu des alliances, trois modèles se présentent. On pense aux codes partagés, qui accordent le gros des revenus à l'exploitant réel de la route. On pense au partage des revenus sur une route en particulier. « Nous le faisons avec Lufthansa sur Toronto. C'est 50-50. Mais c'est plutôt rare », a commenté Calin Rovinescu, président et chef de la direction d'Air Canada. Et il y a la vraie neutralité, les participants se répartissant tous les revenus sur tous

les vols que compte le partenariat. C'est l'approche d'Atlantique Plus-Plus. « Nous parlons de tous les revenus sur tous les vols sur l'Atlantique, c'est énorme pour Air Canada, qui compte pour environ 16 % du total. C'est un aspect très important pour le futur d'Air Canada. »

Il insiste, au passage, sur le fait que Montréal n'a pas à craindre de ce regroupement. Au contraire, le Montréal aéroportuaire est appelé à se renforcer comme point d'intersection entre l'Europe et l'Amérique du Nord, dit-il.

Si les alliances sont riches en promesses d'économies d'échelle, ces gains de synergie liés à la taille sont difficiles à réaliser dans les faits. « Nous allons l'expérimenter avec Atlantique Plus-Plus. L'exercice va porter sur la pla-

nification de la capacité et peut aller jusqu'au choix des appareils. Ça implique assurément qu'on laisse partir notre indépendance. »

Cette intégration qui se dessine au sein d'Atlantique Plus-Plus, rendue possible par un environnement réglementaire et anticoncurrentiel plus accommodant, va donner le ton à une alliance qui offre 19 000 départs quotidiens et qui dessert 983 aéroports dans 169 pays. Calin Rovinescu parle également de nouvelles routes possibles pour Air Canada. « Continental ajoute 94 nouvelles villes desservies. Elle apporte sa plaque tournante de Houston, qui ouvre une porte sur l'Amérique latine. »

G. B.

G. B.

DESJARDINS

SUITE DE LA PAGE B 1

longtemps ». Mince consolation, le commerce vers les autres provinces « est sur le point de se redresser ».

Chômage en hausse

Autre facteur potentiellement nuisible pour la relance au Québec, les stocks des entreprises restent élevés par rapport aux ventes. « Avant de redémarrer la production, les entreprises verront à réduire leurs stocks », a rappelé M. St-Maurice. Les effets se feront sentir à la fois sur leurs investissements et sur le marché du travail. Desjardins prévoit néanmoins une « relance durable » de l'emploi début 2010. Entre temps, près de 100 000 emplois auront été détruits entre le sommet et le creux. Le taux de chômage, qui se situe à 9,1 %, devrait donc poursuivre sa remontée et culminer aux environs de 10 % au début de 2010. Il s'agit d'un bond important par rapport au creux de 6,8 % atteint en janvier 2008.

La récession a touché plus durement l'Ontario en raison de sa surexposition au secteur automobile. Le PIB réel de la province devrait décroître de 3,8 % en 2009, une piètre performance comparativement à la baisse de 2,7 % au Canada.

Dans son ensemble, la situation économique commande donc le maintien des mesures de stimulation mises en place pour contrer la récession. « Les gouvernements fédéral et provinciaux devront poursuivre leurs plans de relance, mais aussi se garder de rétablir trop rapidement leur équilibre budgétaire malgré des déficits records », a jugé le vice-président et économiste en chef de Desjardins, François Dupuis.

Par ailleurs, « la croissance économique mondiale de 2,9 % en 2010 sera suffisamment élevée pour nous faire oublier quelque peu la chute de 1,5 % enregistrée en 2009 ». Les pays en émergence ouvriront le cortège avec une croissance de 4,7 % en 2010. Les

pays industrialisés ne parviendront pas à suivre la cadence avec une pâle augmentation de 1,3 % de leur PIB réel. Les États-Unis et le Canada se retrouvent

en tête de peloton des pays du G7, avec des hausses respectives de 2,2 % et de 2,0 %.

Le Devoir

tel. aide

Tel-Aide recrute. Vous souhaitez faire don de votre écoute ?

Formation à l'écoute active débutant le mardi 6 octobre 2009 19 h à 22 h

514 935-1105
www.telaide.org



Office national de l'énergie National Energy Board

Avocats spécialisés en réglementation

Ayant son siège à Calgary, l'Office national de l'énergie (ONÉ) est un organisme fédéral indépendant qui réglemente plusieurs secteurs de l'industrie énergétique du Canada, notamment la construction, l'exploitation et la cessation d'exploitation d'oléoducs et de gazoducs interprovinciaux et internationaux. Il a pour raison d'être de promouvoir, dans l'intérêt public canadien, la sûreté et la sécurité, la protection de l'environnement et l'efficacité de l'infrastructure et des marchés énergétiques.

En raison de la forte augmentation des activités dans l'industrie énergétique et ayant pris en charge la surveillance réglementaire d'un vaste et complexe réseau de gazoducs en Alberta, l'ONÉ souhaite s'adjoindre d'autres avocats pour son équipe des Services juridiques. Si le droit réglementaire vous intéresse et si vous aimez travailler en équipe tout en maintenant un équilibre entre le travail et la vie personnelle, veuillez consulter notre offre d'emploi sur le site www.nbe-one.gc.ca (<http://www.nbe-one.gc.ca/cif-nsi/rthnb/crr/crr-fra.html#2>) ou le site www.jobs-emplois.gc.ca ou encore appeler Infotel au 1-800-645-5605 pour obtenir de plus amples renseignements sur les postes à pourvoir et savoir comment postuler.

Nous remercions toutes les personnes qui auront soumis leur candidature, mais nous ne communiquerons qu'avec celles qui seront choisies pour la prochaine étape de sélection. La Fonction publique du Canada souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et s'est engagée à instaurer des processus de sélection et des milieux de travail inclusifs et exempts d'obstacles. La préférence sera accordée aux citoyens canadiens.

This information is available in English.

Canada

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

L'ÉTS, le génie pour l'industrie

DOYEN OU DOYENNE DES ÉTUDES (Poste cadre)



L'École de technologie supérieure, l'un des neuf établissements du réseau de l'Université du Québec, offre des programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en génie. Sa mission est axée vers la formation appliquée en génie. Avec plus de 5000 étudiants, elle délivre annuellement le plus grand nombre d'ingénieurs au Canada dans ses divers champs d'application.

Sous l'autorité du directeur des affaires académiques, le doyen des études est responsable de l'élaboration et de l'organisation générale des programmes d'enseignement de 1^{er} cycle et de cycles supérieurs (2^e et 3^e cycles), de leur fonctionnement, de leur développement et de leur évaluation.

Fonctions :

Le doyen des études coordonne et évalue l'offre des programmes et la gestion des apprentissages. Il est responsable de la qualité de l'enseignement et de la mise en œuvre des divers moyens de soutien pédagogique favorisant le développement des méthodes d'enseignement. Il coordonne les comités de programmes de cycles supérieurs et préside la table des directeurs de programme.

En collaboration avec le directeur des affaires académiques, il participe activement à la coordination des activités des services suivants : registraire, gestion académique, recrutement étudiant, formation continue et bibliothèque. Il est responsable des services aux étudiants.

Exigences :

- Être titulaire d'un doctorat, de préférence en génie;
- Posséder une expérience pertinente de l'enseignement universitaire ainsi que des fonctions administratives liées à l'enseignement universitaire ou une expérience jugée équivalente;
- Posséder des connaissances de l'organisation des études en génie au Canada;
- Être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Traitement :

Selon la politique salariale des cadres de l'École de technologie supérieure.

La description complète du poste est disponible sur le site Internet de l'École : www.etsmtl.ca

Les personnes intéressées par ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 17 h, le 2 octobre 2009, à :

M. Normand Trudel
Secrétaire général
École de technologie supérieure
1100, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) H3C 1K3

Le masculin est utilisé à titre épicène uniquement.

Université du Québec
École de technologie supérieure

UNIVERSITÉ LAVAL

Première université francophone en Amérique, l'Université Laval est l'une des plus importantes universités du Canada. Activement engagée dans son milieu, elle offre un environnement de formation et de recherche de premier plan au cœur de Québec, ville du patrimoine mondial de l'UNESCO.

PROFESSEUR EN BIOGÉOGRAPHIE

Le Département de géographie de l'Université Laval désire combler un poste de professeur régulier en biogéographie.

Pour se renseigner sur la description du poste et les critères de sélection : www.ggr.ulaval.ca

Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent faire parvenir un curriculum vitae et trois lettres de recommandation à :

Guy Mercier, directeur
Département de géographie
Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique
Pavillon Abitibi-Price, local 3137
Université Laval
Québec (Québec) CANADA
G1V 0A6
Guy.Mercier@ggr.ulaval.ca

Date limite de dépôt des candidatures : 15 novembre 2009
Date d'entrée en fonction : 1^{er} juin 2010

En tant qu'employeur qui valorise la diversité au sein de son effectif, l'Université Laval invite toutes les personnes qualifiées à présenter leur candidature, en particulier les femmes, les membres de minorités visibles et ethniques, les autochtones et les personnes handicapées; la priorité sera toutefois accordée aux Canadiens ainsi qu'aux résidents permanents.

www.ulaval.ca Visitez la section « emplois disponibles »

LES SPORTS

Le Code criminel a préséance sur le code non écrit du hockey

Un juge a lancé un message à tous les joueurs de hockey du Canada, hier, selon lequel il y a des conséquences à avoir un comportement inadéquat sur la glace, et des limites à commettre des actes de brutalité qui sont tolérés par un soi-disant code de conduite non écrit.

alors âgé de 17 ans, tentait de pousser son rival à se battre. Après un arrêt du jeu, une mêlée est survenue et l'accusé est allé rejoindre le seul rival n'ayant pas d'adversaire.

souhaitent que le message se rende dans tous les arènes du pays. «Ce n'est pas parce que l'on est sur une patinoire que l'on peut tout faire. Le Code criminel s'applique en toutes circonstances, en tout temps et pour tout le monde. C'est ce qu'on voulait apporter comme message, tout simplement», a déclaré le procureur de la Couronne, Ellen Baulne.

EN BREF

Les autorités sud-africaines voulaient faire subir des tests à Semenya

Johannesburg, Afrique du Sud — Des courriels publiés hier dans un journal sud-africain laissent entendre que les autorités sportives du pays songeaient à soumettre la coureuse Caster Semenya à des tests d'identité sexuelle avant les Mondiaux de Berlin.

est daté du 5 août, 10 jours avant les Championnats du monde. Le président de la fédération, Leonard Chuene, avait reçu copie, la veille, d'un courriel transmis de Adams à Malehopo dans lequel le médecin demandait conseil sur la façon de traiter cette «affaire confidentielle».

Soccer table with columns for teams (Portland, Caroline, Porto Rico, etc.), goals (G), points (Pts), and other stats.

LES PETITES ANNONCES

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS



Boulanger, Gaston 1931-2009

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de monsieur Gaston Boulanger, époux de feu Marcelle David.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
N-D-G - BAS DUPLEX - 6 1/2
Cachet d'origine, boiseries, bois franc, jardin exclusif, foyer, garage, 5 min. métro V. Maria. 429 000 \$.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
4 1/2, Promenade Fleury, Rénové, lav. séc., disp. 1 nov. Non chauffé. 880\$ 514-518-0481

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
PROMENADE ONTARIO 1808 Orlians GRAND 6 1/2, 1500pc, tout rénové en 2007, 1050 \$ 514-577-3404

303 ANTIQUITÉS
18e EXPOSITION ET VENTE D'ANTIQUITÉS D'EASTMAN 2-3-4 OCTOBRE 2009
Soirée d'ouverture, 2 octobre de 19h à 22h 3 et 4 octobre de 10h à 17h

303 ANTIQUITÉS
ENCAN
SAMEDI, LE 19 SEPTEMBRE 11H - VISITE DÈS 9H00 AM 1345 LABADIE, LONGUEUIL
Buffet en chêne - set de salle à manger 1920- Bibliothèque à sections - Table en chêne 7 rallonges

450 EMPLOIS DIVERS
POSTES DISPONIBLES
Responsable de la paie
Tenue de livre/Comptable
Gérant de bureau
Représentant aux ventes et adjoint

450 EMPLOIS DIVERS
FRANÇOIS CÔTÉ COLLECTION
Entreprise spécialisée dans le prêt-à-porter international pour homme depuis plus de 20 ans.

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
Les Dauphins LE PLATEAU
Dans édifice de prestige, sécurité et confort : gym, piscine, saunas, face Parc Lafontaine, balcons, vue incomparable telle une carte postale !

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
FACE AU PARC MOLSON
4 1/2, très bien entretenu, boiseries, vitraux, les entrées, rangement. Libre: 770\$ 514-377-3745

166 LOFTS À LOUER
PLATEAU, APP. LOFT MEUBLÉ, 500\$/semaine. 1600\$/mois, état, locationmtl.com 514-297-7819

405 SANTÉ ET SERVICES COMMUNAUTAIRES
Montréal, Ahuntsic
Résidence pour personnes âgées
INFIRMIER(ÈRE) CHEF (ou)
Membre en régie de l'OIIQ. Expérience pertinente auprès des pers. âgées;

410 BUREAUX
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA SCHIZOPHÉNIE
514 251.4000 #3400
866 888.2323
www.schizophenie.qc.ca

523 TRADUCTION, RÉDACTION
VOTRE VIE EN HÉRITAGE ?
L'histoire de votre vie ? Je peux l'écrire ! Un cadeau pour vos proches... 514-795-1592

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS
Reportage vidéo pour votre site web, simple, rapide, économique. Solution clé en main. lepointcentral.com 514-495-9020

I . O . N . D . E . X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES
100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

LIBÉREZ-VOUS DES IDÉES REÇUES
LE DEVOIR . com
AGENT DE RECOURS
Le Devoir est à la recherche d'un agent ou agente de crédit bilingue. Le candidat recherché doit faire preuve de diplomatie et de fermeté pour gérer efficacement les comptes.

410 BUREAUX
PROFESSEUR DE PIANO
Solège, théorie, harmonie, contrepoint, etc.
Maîtrise UdeM 30 ans d'exp. 5 min. métro Mont-Royal 514 830-2433 Marie Pelletier

542 MASSOTHÉRAPIE
Excellents massages. Très bonne équipe. Studio Ména. Du Parc: 514 271-0959, St-Laurent, Place-Vertu: 514 331-6275

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

307 LIVRES ET DISQUES
"Librairie Bonheur d'Occasion" achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

420 SECTEUR VENTE
REPRÉSENTANT(E) POUR L'OUTAOUAIS.
Personne sérieuse, autonome, responsable, avec expérience dans la vente aux commerçants, pharmacies, alimentations, boulangeries.

460 EMPLOIS DEMANDÉS
ADMINISTRATRICE CHEVRONNÉE
Cherche emploi à temps plein / temps partiel.
* Professionalisme
* Rigueur * Intégrité
514 341-1329 louellette2558@live.fr

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics
Avez-vous besoin d'aide ???
Depuis 25 ans, nous aidons les gens à trouver une solution à leur problème financier.
Consultation sans frais, aucun intermédiaire. Un seul paiement, sans intérêt.
Appelez-nous au 514 382 3260 ou sans frais à 1 800 465 3809

L'ENGAGEMENT À LONG TERME VOUS FAIT PEUR?
Soyez famille d'accueil! La Société pour la Prévention contre la Cruauté envers les Animaux (SPCA) recherche des familles d'accueil pour héberger à court terme chiens, chats, lapins et autres animaux sympathiques jusqu'à ce qu'ils puissent être placés pour l'adoption.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

AMERICAN EXPRESS
Master Card
VISA

CULTURE

Musiques spécialisées

Tout au populaire, dénonce le PLC

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — La décision d'Ottawa de réaffecter les fonds autrefois dédiés au développement des musiques spécialisées vers de nouvelles plateformes est révélatrice du mépris général de ce gouvernement pour la culture marginale, estime le critique libéral en matière de culture, Pablo Rodriguez.

Selon M. Rodriguez, «le ministre [James Moore] vient dire aux artistes que ça va prendre de la musique populaire pour être financé. Et il dit au public: "Voici ce que vous allez écouter." C'est la même chose avec le Fonds des médias du Canada. Tout ce qu'on sait du Fonds [dont les détails du fonctionnement ne sont pas encore connus], c'est qu'il servira à financer des blockbusters, ou presque. On élimine dans un cas comme dans l'autre toute une partie de notre culture.»

Pablo Rodriguez souhaite

donc que Patrimoine canadien annule sa décision. «Ce n'est pas au ministre de décider quel genre de musique doit être produit ou pas», estime-t-il.

Le porte-parole du NPD en matière de patrimoine, Charlie Angus, a aussi demandé hier au ministre James Moore d'infirmer sa décision. M. Angus estime que les programmes étaient l'une des «principales raisons expliquant la vitalité de la scène musicale canadienne. [...] Dépendre l'argent des contribuables pour appuyer les groupes qui ont les plus grands succès commerciaux est un véritablement manque de jugement», juge-t-il.

Le gouvernement a toutefois défendu sa décision en Chambre, rappelant qu'il vient d'augmenter le budget du Fonds de la musique du Canada.

Hier, *Le Devoir* révélait que deux programmes de subventions pour les musiques spécialisées ont été abolis cet été. Les programmes Subvention à l'en-

registrement sonore de musique spécialisée et Aide à la distribution de musique spécialisée étaient gérés par le Conseil des arts et dotés d'un budget annuel de 1,35 million.

Cet argent n'a pas disparu du secteur musical: Ottawa a plutôt choisi, en reconduisant le Fonds de la musique du Canada, de réaffecter les sommes au développement des marchés numériques (900 000 \$) et internationaux (500 000 \$). Ces nouveaux volets seront gérés par Musicaction et Factor.

Plusieurs producteurs et musiciens de musiques spécialisées — un champ qui couvre notamment le jazz, le classique, le folk et les musiques du monde — se montrent très inquiets de la disparition des deux fonds. Hier, 4200 signatures avaient été recueillies pour une pétition circulant au Canada et dénonçant le changement d'orientation des fonds.

Le Devoir

Un tour du monde des musiques sacrées

YASMINE BERTHOU

Québec — Pour sa 13^e édition, le Festival des musiques sacrées de Québec — qui se tiendra du 22 octobre au 1^{er} novembre dans la Vieille Capitale — veut séduire toutes les sensibilités. Au programme, le chant yiddish d'Alberto Mizrahi, mais aussi les œuvres inspirées du bouddhisme et du taoïsme de l'Ensemble Yadong Guan, venu de la Chine.

«Le festival est ouvert à toutes les religions sans barrière d'origine, de style ou d'époque», prévient

Marcel Dallaire, son président. La Messe en si mineur de Jean-Sébastien Bach ouvrira le festival sous la direction de Mathias Maute. Le lendemain, *Mystique Méditerranée* réunira sur scène la chanteuse syrienne Noam Omran, l'Ensemble Constantinople de Montréal et les Grecs d'En Chordais, sous la houlette du Québécois d'origine iranienne Kiya Tabassian. Le 24 octobre, Alberto Mizrahi présentera un concert de chants sacrés juifs qui s'annonce exceptionnel.

À noter, du 19 au 21 octobre, en prélude au festival, le public

pourra découvrir gratuitement l'Ensemble Cantus Novus, lequel chantera des chansons des Beatles en grégorien, et le Trio Maryline Chenard, qui interprétera les grands succès de la musique sacrée: l'*Ave Maria* de Gounod, la *Méditation de Thaïs* de Jules Massenet ou le *Panis Angelicus* de saint Thomas d'Aquin.

Collaboration spéciale

■ Programmation sur www.festivalmusiquesacree.ca. ☎ 418 525 9777 ou ☎ 1 866 525 9777.

THÉÂTRE

D'un extrême à l'autre

FRAGMENTS DE MENSONGES INUTILES

Texte de Michel Tremblay. Mise en scène de Serge Denoncourt. Au théâtre Jean-Duceppe jusqu'au 17 octobre.

MARIE LABRECQUE

Comme la plupart des plus grandes pièces de Michel Tremblay, sa nouvelle œuvre repose sur un raccourci temporel fort qui fait fi du réalisme: ici l'union de jeunes amants issus de deux époques différentes. Ses grands thèmes (la difficulté de communiquer, l'impuissance, les relations familiales) sont au rendez-vous. Belle pièce, probablement sa plus intéressante depuis un certain temps, *Fragments de mensonges inutiles* n'atteint toutefois pas, à mon avis, la perfection et la richesse des *Albertine en cinq temps* et compagnie.

Difficile d'écrire le nez collé sur son époque. L'auteur d'*A toi, pour toujours, ta Marie-Lou* est souvent à son meilleur quand il dispose d'une distance temporelle. Le parallèle entre 1959 et 2009 met en lumière des constats intéressants sur ce qui a changé, et ce qui est resté semblable. Mais, peut-être fatalement, le consensus mou de notre époque engendre des personnages particulièrement fades et embrassant les stéréotypes: père émasculé, gentil psy, mère plutôt froide. Ceux de 1959 paraissent plus colorés, plus forts.

Si l'aumônier (amusant Roger LaRue) reste une divertissante caricature, les parents de Jean-Marc ont droit à des portraits nuancés. (Il faut dire que ce sont des figures récurrentes de l'œuvre de Tremblay.) Normand D'Amour joue avec vérité un Gabriel désespéré devant la transformation de son enfant (un peu la version péripétie de cette «quasi-peine d'amour» parentale déjà

abordée dans *Le Vrai Monde*). En mère aimante mais inquiète, Maude Guérin souffle le public par la puissance de son monologue. On en vient à regretter que la pièce ne s'attarde pas davantage à leur drame. En comparaison, le couple d'adolescents homosexuels (ardents Olivier Morin et Gabriel Lessard) mis à l'avant-plan vit une histoire d'amour sensible mais somme toute banale, dénuée par exemple de la poésie des *Feluettes*.

C'est aussi une pièce dans laquelle les personnages s'expliquent beaucoup; surtout les contemporains, avec cette conscience très post-moderne d'incarner un cliché («je suis un enfant-roi, tu es un homme rose»)... Si bien qu'il semble ne pas rester grand-chose pour les couches plus souterraines de l'œuvre.

D'un bel esthétisme sobre, la mise en scène de Serge Denoncourt ajoute une touche lyrique à cet octuor — la construction musicale du texte est toutefois inutilement soulignée par des mots projetés sur les murs. L'environnement scénique très épuré joue sur le contraste entre noir et blanc. Les costumes de François Barbeau délimitent très clairement les territoires: l'austérité sombre du passé tranche sur les couleurs pâles dont sont vêtus les personnages contemporains plutôt falots...

Fragments... dépeint ainsi une société qui semble être allée d'un extrême à l'autre: l'omerta a fait place à une «dialoguette» aigüe à la Janette Bertrand, la rigidité des dogmes religieux à une tolérance molle de surface. Avec une capacité d'aider peut-être aussi limitée. La marquante image initiale — reprise en finale — dit tout: l'impuissance d'adultes qui restent d'abord les spectateurs d'une situation qui leur échappe.

Collaboratrice du Devoir

Le Mois de la Photo à Montréal

Les Espaces de l'image

11^e ÉDITION 10 septembre – 11 octobre 2009

Expositions / Colloque / Publication

Conférence d'artiste

Jeudi 24 septembre

12 h 30 Conférence de l'artiste **Jim Campbell** dans le cadre du Programme ICI : Université du Québec à Montréal | 315, rue Sainte-Catherine Est, local R-M130.

Journées de la culture

Vendredi 25 septembre

15 h 00 à 18 h 00 Introduction au travail de l'artiste **Pascal Convert** : Galerie de l'UQAM | 1400, rue Berri, local J-R120.

Samedi 26 septembre

12 h 30 Visite commentée par la commissaire invitée, **Gaëlle Morel**, de l'exposition de l'artiste **Sammy Baloji** : MAI (Montréal, arts interculturels) | 3680, rue Jeanne-Mance.

14 h 00 Conférence de l'artiste **Alain Palement** : Fonderie Darling | 745, rue Ottawa.

15 h 00 Conférence de l'artiste **Pavel Pavlov** : SBC galerie d'art contemporain | 372, rue Sainte-Catherine Ouest, espace 507.

Vendredi 25 au dimanche 27 septembre

Installation photographique d'**Anne Ramsden** : Place des festivals au coin de Jeanne-Mance et de Maisonneuve.

Entrée libre pour toutes les activités.



Pour plus de détails, consultez notre programmation complète au

www.moisdelaphoto.com

Nous voudrions remercier nos partenaires (à ce jour 15.09.2009)

Image : Jeff Guess, *From Hand to Mouth* (détail), 1993

FAITES-LE DE PLUS EN PLUS!

La collecte des matières recyclables, ça marche plus que jamais!

Les marchés ont beau monter ou descendre, les matières récupérées sont quand même recyclées. N'ayez donc aucune hésitation à continuer de mettre vos contenants, emballages, imprimés et médias écrits à la récupération.

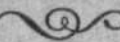


Vos efforts, combinés à ceux de votre municipalité et de ses partenaires produisent des résultats concrets pour l'environnement!

VOTRE VOIX ÉCOLO.com



LES PETITES ANNONCES

514.985.3322  1 800.363.0305

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

Charme & prestige




CHARLOTTE MICHAUD
514-272-1010
www.charlottemichaud.com
Groupe Sutton-Immobilier inc.
Courtier immobilier agréé

BORD DE L'EAU



NOUVEAU PRIX ÎLE PERROT
920 boul. Perrot Nord — 977 000 \$
Plus de 7 acres sur terrain boisé dont 1000 pi. sur le Lac des Deux-Montagnes. Maison 1958 récemment rénovée. 9 pièces dont 4 chambres, 2 s/bains, 2 s/eau, grande véranda. 3 garages. Foyer, climatisation, sauna.
MLS # 814 9571

3 CHAMBRES




CENTRE-VILLE
900 Sherbrooke Ouest — 365 000 \$
Condo avec vue sur l'entrée et magnifique jardin de l'Université McGill. Près de tout. Superficie 1313 p.c. nette avec 6 pièces dont 3 chambres, s/bains et s/eau. 6 électros inclus. Possibilité de stationnement.
MLS # 817 2765

VISITE LIBRE DIM. 20 SEPT. - 14 À 16H



NOUVEAU PRIX TERRASSE VAUDREUIL
5 - 11^e Avenue — 444 000 \$
Cottage détaché à quelques pas du Lac des Deux-Montagnes et près du train de banlieue menant au centre-ville. Garage intérieur, 9 pièces dont 3 chambres, 2 s/bains. Grand terrain, terrasse, face à un boisé. Accessible par autoroute 20. Bienvenue!
MLS # 819 4422

À LOUER



NOUVEAU OUTREMONT
277 McDougall — 5 200 \$ / mois
Cottage détaché entièrement rénové situé sur une des plus belles rues d'Outremont. À quelques pas du parc, des rues Laurier et Bernard, écoles, hôpitaux, transports, etc. 9 pièces dont 4 chambres, 2 s/bains, 2 s/eau. Garage, 3 stationnements, 2 terrasses, 2 foyers. Électros inclus.
MLS # 822 0554




AU KAMOURASKA
À Saint-André, contenant pittoresque de vitellé toute de bois, elle aime les rigodons et les enfants. Intérieur en planches, pichenette et chauffage radiants. Extérieur en bardoux de cèdre, cuisine côté, grand terrain avec arbres fruitiers, jardin, clôture de parcelle, vue panoramique. 15 min de Rivière-du-Loup. 100 000 \$, MLS 8085374.
PHILIPPE MÉTHÉ 418 894-3363 de Kamouraska à Cacouna
Agent immobilier affilié — Re/Max élégance inc. elegance.philippe@yahoo.ca




MAGOG
Résidence de haute qualité, située à l'entrée de Magog, vue exceptionnelle du Mont Orford et de son coucher de soleil. À quelques minutes du centre-ville et des activités sportives. Piscine et Spa intérieurs.
Visitez notre site internet : <http://web.me.com/cdegrace>
819-843-6567 ou 819-432-8150



ESTÉREL - LAC DUPUIS
Charmante propriété de style tout particulier. Exp. plein sud. 3 chambres +1, 2 s/bains rénovés. Abondante fenestration. 2 puits de lumière. 3 portes-patio directement sur terrasse et lac. Meublée avec goût. Électros récents. Bateau 70 HP, canot, voilier. Près du golf Estérel et plus encore. Prix révisé : 599 000 \$.
514-342-2420



SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD
Résidence de prestige sur le bord du Lac Sainte-Marie au prix de l'évaluation \$870,000.00. Possibilité d'échange pour édifice commercial. Description complète sur Les Pacs (<http://www.lespac.com>), annonce # 9630439.
514 264-2565 SYLVAIN



RIVIÈRE-DU-LOUP
Rue Beaubien
Résidence de prestige de style victorien. Const. 1880 env. De belles grandes pièces avec décor chaleureux. Observatoire, solarium d'été, très bon état. Rénoos récentes avec cachet. (5012) SIA : 8123388
Immeubles GLMC Courtier
418 862-9015

Orlando? Pourquoi pas! 330 000\$ - 230 000\$
La Floride à votre portée, c'est maintenant!

Projet de maisons de ville haut de gamme, clé en main, meublées, SEULEMENT 20% DE MISE DE FONDS! 4 chambres, 3 salles de bain, piscine individuelle. À quelques minutes de Walt Disney WORLD, de plusieurs terrains de golf et de nombreuses attractions touristiques.

Site enchanteur
- PAVILLON PRINCIPAL
- CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE
- PISCINE - PASTAUCOIRE
- SAUNA - CINÉMA
- TERRAINS DE TENNIS
- BASKETBALL ET VOLLEYBALL
- SALLE DE JEUX
- MAGASINAGE
- PLUS ENCORE +++

Pour plus d'information, contactez Raymond Caron 514 434-4846 ou par courriel raymondcaron75@yahoo.com



QUÉBEC (Sainte-Foy)
Près du Château Bonne-Entente. Plus de 3 300 p.c. habitable : 13 pièces sur 3 niveaux offrant plusieurs possibilités pour grande famille, professionnel ou travailleur autonome. Trois salles de bain, garage double, cave à vin et grand espace de rangement au sous-sol.
Prix raisonnable. DuProprio.com code 146746.
418 651-4095

KNOWLTON - INVESTIR DANS LA QUALITÉ DE VIE



Vivez dans votre parc faunique privé de 30 acres. Luxueux et lumineuse propriété de 8400 p.c. Vue des montagnes, tennis, chute d'eau, étang-piscine et sentiers. 995 000\$. Visite virtuelle à coldbrook.ca. #8199361.
ANTHONY THOMSON et MANON LEGROS, a.i.a. 450-242-1166
Imm. Coldbrook CIA, coldbrook.ca

205 000 \$

- + 3 chambres
- + Salle familiale
- + Vaste jardin paysagé
- + Subvention de 10 000 \$
- + École à moins de 50 mètres

ParcStVictor.com
VILLE ET VERDURE
514.356.0555, 9445, boul. Hochelaga, HO-MA MERCIER




CANTON DE MELBOURNE
Belle grande maison sur la colline! Cuisine immense avec foyer et fenêtre panoramique, grand salon, bureau, 4 chambres, beau terrain de 30 acres, vallonné, semi-boisé. Très belle vue. À découvrir!
NICOLE GAUTIER ENR. 819 826-2348
Courtier immobilier agréé



BORD DU FLEUVE
Superbe terrain de 80 000 p.c. à 30 minutes de Montréal (50 km). Berge protégée. Paysager. À 5 minutes de l'autoroute 40. Agents s'abstenir.
514-212-9399
www.artbiomed.com



BORD DE L'EAU
Superbe terrain de 54 000 pc au bord du fleuve à 50 min. du pont Jacques-Cartier
Berge protégée. Piscine creusée. Arbres centenaires. À deux pas de la marina et de l'hôpital. Agent s'abstenir. Prix révisé.
514-442-7881



LOUISE GIMBERT
514 937-7924

LES COURTIER DU CANAL
Courtier immobilier agréé



LOFTS REDPATH
Local commercial, unité de coin, RDC, terrasse, vue sur bassin, Haut plafonds, 800 p.c. idéal pour petit commerce ou bureau. 310 000\$.



LOFTS REDPATH VUE SUR VILLE ET CANAL
• Condo, 1 càc, haut plafonds, 1 s/bain, et 1 s/eau, boiserie d'acajou, bois franc, terrasse, garage, rangement ++. 569 000\$
• Condo de 1 300 p.c., style loft, 1 s/bain, et 1 s/eau, boiserie, bois franc, électros, terrasse, garage, rangement ++. 575 000\$.



PENTHOUSE UNIQUE AUX LOFTS REDPATH
Exceptionnel! Une création de YH2 architectes. Penthouse de près de 4000 p. c. avec vue sur sublime sur la ville et le canal. Aménagé avec goût et modernisme. Mezzanine, 10 pièces, 3 salles de bain, terrasses de 1 150pc, sud ouest. 3 espaces de garage, un quai sur le bassin. Prix demandé : 1 875 000\$.